**[Comment l'Amérique entre en guerre : l'Irak, l'Ukraine et maintenant l'Iran](https://www.counterpunch.org/2025/06/20/how-america-goes-to-war-iraq-ukraine-and-now-iran/)**

*Initialement publié le 20 juin 2025*

*Par* [*Jack Rasmus*](https://www.counterpunch.org/author/jack-rasmus/)

*Dans* [*Counterpunch*](https://www.counterpunch.org/2025/06/20/how-america-goes-to-war-iraq-ukraine-and-now-iran/)

Après avoir promis lors des élections de 2024 d'arrêter les « guerres éternelles » des États-Unis au 21e siècle, en moins de six mois au pouvoir, Donald Trump s'apprête à déclencher une nouvelle guerre « éternelle » avec l'Iran.

Il n'y aura pas de vote préalable au Congrès, comme l'exige la Constitution américaine. Pas de recherche du soutien des Nations Unies ou de formation d'une coalition avec des alliés. Ni même une préparation de l'opinion publique, à part le réseau Fox News qui apparaît tout à fait de connivence. Il n'y aura même pas de suspension de la loi sur les pouvoirs en tant de guerre, comme cela s'est produit lors des précédentes « guerres éternelles ».

Trump prévoit simplement d'ordonner à des avions américains de bombarder l'Iran, dans les jours ou peut-être même les heures qui suivent. Certainement dès que les trois forces opérationnelles supplémentaires de porte-avions américains qu'il a ordonnées arriveront en poste dans la mer d'Oman, au large de la côte sud de l'Iran.

Les porte-avions et les avions sont là pour neutraliser les forces côtières de missiles anti-aériens et intérieures iraniennes afin de créer un couloir pour les bombardiers stratégiques américains B-2 volant de la base aérienne de l'île américaine de Diego Garcia dans l'océan Indien. Les B-2 largueront des bombes anti-bunker GBU 43 de fabrication américaine sur les trois sites iraniens ou plus qu'Israël, et maintenant les États-Unis, accusent de produire du matériel nucléaire à utiliser dans une bombe iranienne.

Les bombardements américains auront lieu sur la base des preuves les plus minces à l'appui de l'affirmation selon laquelle l'Iran n'est qu'à quelques semaines d'avoir une arme nucléaire, comme le disent les dirigeants américains et israéliens et les médias des deux pays. Au contraire, les inspecteurs de l'AIEA de l'ONU ont déclaré publiquement en mars 2025 qu'il n'y avait aucune preuve que l'Iran était sur le point d'avoir une telle arme. Tulsi Gabbard, directrice du directeur du renseignement national américain, qui coordonne les 17 services de renseignement américains, a également déclaré au Congrès le même mois qu'il n'y avait aucune preuve.

Il y a deux jours, alors que Trump quittait une réunion du G7 au Canada, les médias lui ont demandé ce qu'il pensait de l'opinion et de la déclaration de Gabbard. Trump a répondu : « Je me fiche de ce qu'elle a dit. Je dis qu'ils travaillent sur une arme... Je ne l'écoute pas". Alors, qui Trump écoute-t-il ? Netanyahou ? L'homologue israélien de la CIA, le Mossad, au lieu des services de renseignement américains ?

Trump enverra des avions et des bombardiers américains en Iran – non pas pour empêcher une attaque contre les États-Unis par ce pays ; non pas en réponse à une attaque réelle ou imminente de l'Iran contre les bases américaines ou ses 40 000 soldats actuellement en Asie occidentale ; ni en réponse à une attaque de l'Iran contre des navires de guerre américains ou tout autre navire international.  L'Iran n'est pas en guerre avec les États-Unis et n'a pas l'intention de le faire ; néanmoins, les États-Unis seront bientôt en guerre avec l'Iran.

L'Iran a publiquement proposé la semaine dernière de signer un traité affirmant qu'il n'a pas d'arme nucléaire et qu'il accepte de ne pas en développer une – une décision suggérant fortement qu'il ne craint pas que les inspecteurs américains trouvent quoi que ce soit indiquant qu'il en a.

Trump se prépare ainsi à entraîner les États-Unis dans une autre guerre « éternelle », cette fois avec l'Iran au nom d'une nation étrangère – Israël – simplement parce que son dirigeant, Natanyahu, lui a demandé de le faire. Le dirigeant israélien demande aux États-Unis d'attaquer l'Iran depuis 2002, lorsqu'il s'est adressé au Congrès américain à la veille de l'invasion imminente de l'Irak par les États-Unis en 2003. Maintenant, il obtiendra probablement ce qu'il a demandé : que les États-Unis attaquent l'Iran au nom d'Israël.

Depuis 2002, Natanyahu a habilement approfondi l'influence d'Israël – et même le contrôle – du gouvernement américain par le biais de son groupe de pression, l'AIPAC, et d'autres relations personnelles au sein de la bureaucratie américaine, c'est-à-dire son État profond.

Une majorité au Congrès a déjà fait un chèque en blanc à Israël pour couvrir les coûts de ses guerres actuelles à GAZA, au Liban et en Syrie. Il ne fait aucun doute que le Congrès approuvera rapidement toute attaque aérienne américaine contre l'Iran, afin de légitimer le bombardement américain de l'Iran – un acte de guerre et d'agression de la part de l'Amérique selon toute définition du droit international. À l'instar du Congrès, la bureaucratie du gouvernement américain et l'État profond sont également profondément alignés sur les intérêts israéliens, tout comme l'administration Trump et le président lui-même.

Les deux systèmes politiques – les États-Unis et Israël – sont fusionnés à la hanche politique et ce depuis un certain temps. Il n'y a jamais rien eu de tel que l'intégration politique des deux systèmes, l'Amérique et Israël, dans les 250 ans d'histoire des États-Unis.

Israël est le porte-avions enclavé de l'Empire américain qui surveille l'ensemble du Moyen-Orient, faisant respecter les intérêts impériaux américains ; L'Amérique est l'industrie de l'armement militaire d'Israël et l'auteur de chèques en blanc. On estime que plus de 340 milliards de dollars d'aide ont été accordés à Israël par le gouvernement américain depuis les années 1970. La majeure partie est recyclée vers les entreprises américaines qui fournissent à Israël des armes américaines avancées.

**Le manuel « Comment aller à la guerre » des États-Unis**

Depuis 2001, l'Amérique est impliquée dans ce qu'on ne peut qu’appeler des guerres d'empire : des guerres pour étendre son empire. Des guerres pour punir ceux qui tentent de s'en sortir ou osent tracer un chemin indépendant. Des guerres pour attaquer préventivement ceux qui pourraient lui poser un défi à l'avenir.

Il y a eu trois guerres d'empire déterminantes au XXIe siècle : la guerre d'Irak de 2003-2010 (dont la guerre en Afghanistan était un deuxième front). La guerre par procuration en Ukraine de 2021-25. Et la guerre par procuration entre Israël et l'Iran de 2023-25.

Rétrospectivement, il y a un modèle dans la façon dont les États-Unis se préparent et déclenchent la guerre dans les trois cas.

Lorsque les élites impériales américaines – au sein du gouvernement, de l'État profond et du complexe militaro-industriel – font passer la machine de guerre en première vitesse et que le train de guerre quitte la gare, il n'y a pas moyen de le rappeler. Les engrenages de la guerre ont été mis en marche en 2002 dans le cas de la guerre en Irak ; en 2021 en Ukraine ; et au cours de l'année 2024 dans le cas actuel de l'Iran. Des plans de guerre sont élaborés et les sources de financement sont identifiées et affectées des mois, voire des années, avant le début de l'action militaire.

Une fois la décision prise, il ne reste plus qu'à choisir le moment, c'est-à-dire le meilleur moment pour appuyer sur la gâchette. Ce calendrier dépend de la mise en place des moyens militaires nécessaires, de la conclusion d'un accord pour entrer en guerre avec les principaux acteurs du Congrès et des alliés des États-Unis, de la préparation de l'opinion publique en créant une image de menace imminente auprès du public américain et, si le temps et les conditions le permettent, de la mise en scène d'un événement sous un faux prétexte, pour donner de la crédibilité à la menace imminente.

*Voici comment fonctionne le manuel après les préparatifs initiaux, alors que le train de guerre américain passe à la vitesse supérieure, comme en témoignent les trois dernières grandes guerres du XXIe siècle : l'Irak, l'Ukraine et l'Iran :*

**Le cas de l'Irak 2003**

Tout d'abord, les États-Unis soulèvent une série d'exigences auxquelles le pays cible doit répondre et s'engagent dans une période de négociations avec lui.

Dans le cas de la guerre en Irak de 2003, les États-Unis ont accusé l'Irak de posséder des armes de destruction massive (ADM) qu'il prévoyait d'utiliser. Qui peut oublier les images du secrétaire d'État Colin Powell s'adressant au Conseil de sécurité de l'ONU montrant des cartes des pays africains où l'Irak avait acheté du « gâteau jaune » pour fabriquer du matériel nucléaire. Les armes de destruction massive comprennent les armes chimiques ou biologiques. Mais la présentation de Powell a suggéré que les armes de destruction massive de l'Irak étaient également nucléaires.

Les inspecteurs de l'ONU et des États-Unis n'ont trouvé aucune preuve d'armes de destruction massive dans la période précédant la guerre. Et après la guerre, il a été confirmé qu'il n'y en avait pas. Cela n'avait pas d'importance à l'époque. Le train de guerre américain avait quitté la gare des mois auparavant. Les atouts et les alliés, le Congrès et l'opinion publique, étaient déjà préparés et en place. Lors des négociations à la veille de la guerre, l'Irak a accepté les exigences initiales des États-Unis.  Les États-Unis n'ont fait que déplacer les poteaux de but. Il a exigé qu'au lieu des inspecteurs de l'AIEA de l'ONU, les forces armées irakiennes se soumettent à l'occupation de l'Irak par les forces américaines et de l'OTAN pour s'assurer qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive. En d'autres termes, accepter une reddition inconditionnelle de facto.

La question des ADM n'était qu'une couverture. La véritable exigence des États-Unis était un changement de régime en Irak et la destitution de Saddam Hussein en tant que dirigeant du pays et le démantèlement de son parti politique. Lorsque les États-Unis entrent en guerre, il s'agit toujours d'un changement de régime. Le problème de la menace fabriquée n'est toujours qu'une couverture. Les négociations n'ont jamais pour but d'aboutir à un compromis. Ils ne sont qu'une tactique.

La stratégie de préparation à la guerre des États-Unis consiste à ne jamais accepter un accord par le biais de négociations, mais seulement à faire croire qu'il est possible. Les États-Unis formulent de nouvelles exigences plus inacceptables et ignorent les concessions offertes par le pays cible comme base d'un accord. Les négociations sont donc utilisées pour faire croire à l'adversaire qu'un compromis est possible alors qu'en fait, aucun accord ne sera jamais conclu. Cependant, alors que les États-Unis intensifient leurs exigences et déplacent les poteaux de but, ils publient des déclarations publiques en parallèle indiquant que les discussions se déroulent bien et que les négociateurs se rapprochent d'un accord pour éviter la guerre.

Dans les semaines qui ont précédé le début de la guerre en Irak, Saddam a offert aux inspecteurs de l'ONU et des États-Unis un accès gratuit à tous les sites, y compris militaires, en Irak pour déterminer qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive. Les États-Unis ont ignoré les offres de Saddam. Les armes de destruction massive n'étaient qu'un prétexte. Il s'agissait toujours d'un changement de régime. C'est toujours le cas.

Et puis, lorsque tous les moyens sont en place, le marteau de guerre tombe. Une attaque est lancée par surprise sans indication ni avertissement préalable.

Les parallèles avec la guerre imminente actuelle des États-Unis avec l'Iran sont notables.

**Le cas de l'Iran 2025**

Depuis l'effondrement de la Syrie fin 2024 et l'accession de Trump à la présidence, les États-Unis ont utilisé les négociations pour faire croire à l'Iran qu'un accord était possible afin d'éviter une implication américaine dans la guerre d'Israël contre l'Iran.  Lorsque l'Iran a accepté la semaine dernière de signer un traité indiquant qu'il n'avait pas de bombe et qu'il n'en développerait pas à l'avenir, les États-Unis ont déplacé les objectifs des négociations : ils ont exigé que les Iraniens ouvrent leurs sites militaires aux inspecteurs américains et israéliens pour vérifier si les machines de production nucléaire créaient des matières fissiles.

Les États-Unis ont en outre exigé de l'Iran qu'il lui remette la totalité de son stock existant d'uranium fissile.  L'Iran a accepté de le faire pour tout son matériel excédentaire, à l'exception de ce qui était nécessaire pour faire fonctionner ses centrales nucléaires civiles. Elle a proposé de remettre tous ses stocks excédentaires d'uranium à une tierce partie, en l'occurrence la Russie.

Les États-Unis ont répondu que l'Iran devait remettre tous ses stocks d'uranium, y compris ceux nécessaires au fonctionnement de ses centrales nucléaires civiles. En d'autres termes, l'Iran a dû fermer ses centrales nucléaires civiles.

Alors que les négociations se poursuivaient la semaine dernière, Trump a déclaré publiquement que les États-Unis et l'Iran étaient proches d'un accord. Il a ajouté que la situation semblait prometteuse et qu'un accord était probable le dimanche 15 juin, lorsque les équipes américaines et iraniennes devaient se rencontrer à nouveau. Dans les 48 heures qui ont suivi l'annonce par Trump de l'imminence d'un accord, Israël a lancé son attaque surprise contre l'Iran. Il est naïf de croire que Trump n'avait aucune connaissance de l'attaque surprise d'Israël lancée le vendredi 13 juin. Il a indiqué qu'il savait. Et il savait qu'une telle attaque conduirait à l'annulation des négociations du 15 juin. Il savait qu'aucun accord n'était imminent. Les négociations avaient atteint leur objectif d'endormir l'Iran en lui faisant croire qu'un accord était possible, voire imminent.

Il est impossible de savoir avec certitude si cette tactique a conduit l'Iran à baisser la garde le 13 juin. Ce qui est certain, c'est que l'attaque d'Israël du 13 juin a anéanti une grande partie du système de défense aérienne de l'Iran et a donné aux avions israéliens une entrée plus ou moins libre dans l'espace aérien iranien pour bombarder non seulement les installations militaires, mais aussi les centrales électriques dans tout le pays, y compris le nucléaire.

C'était la version israélienne de la prédiction de Colin Powell du lancement de la guerre aérienne américaine sur l'Irak.

L'attaque surprise d'Israël a non seulement neutralisé de nombreuses installations de défense aérienne de l'Iran, mais Israël a simultanément assassiné des militaires iraniens de haut rang, des responsables gouvernementaux ainsi que des scientifiques iraniens civils. Israël a ainsi inclus une stratégie de « décapitation », qui avait déjà fait ses preuves avec le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban. Le fait de prendre délibérément pour cible et de décapiter des civils est considéré comme un crime de guerre.

Il en va de même pour le ciblage des installations nucléaires civiles. Lors de l'attaque initiale, Israël en a bombardé plusieurs, avec des retombées de radiations nucléaires signalées dans plusieurs endroits du pays.

Pour résumer : la stratégie de guerre des États-Unis contre l'Iran a suivi une grande partie de celle employée par les États-Unis en Irak : s'engager dans des négociations pour faire croire à l'adversaire qu'un accord est possible. Continuez à déplacer le poteau de but des demandes pendant que l'adversaire fait des concessions. Utiliser un prétexte comme les armes de destruction massive (Irak) ou la bombe nucléaire en quelques semaines (Iran) pour manœuvrer l'opinion publique en faveur de la guerre. Et comme dans le cas de l'Irak, l'objectif réel est un changement de régime. L'action militaire vise à atteindre des objectifs politiques. Lancer une campagne aérienne massive surprise, c'est infliger autant de dégâts à l'économie et désactiver le gouvernement afin de déclencher des soulèvements politiques pour renverser le régime et ses dirigeants.

Ni les armes de destruction massive ni la bombe nucléaire ne sont jamais le véritable problème ou les objectifs. Ils sont l'excuse pour lancer une frappe aérienne militaire massive pour détruire l'économie, créer une instabilité politique et provoquer un changement de régime. Et les négociations à l'approche de la guerre sont une tactique, pas une étape dans un processus visant à parvenir à un compromis et à un accord pour éviter la guerre. Leur but est d'endormir l'adversaire en lui faisant croire qu'un accord est possible alors qu'il ne l'est pas.

Lorsque le manuel américain croit que les prétextes et les excuses comme les armes de destruction massive ou les bombes nucléaires ne sont pas suffisants pour envahir, il ajoute une opération « sous faux drapeau » au manuel de jeu. Parmi les fausses armes notables des guerres américaines précédentes, citons la prétendue attaque du « golfe du Tonkin » par des bateaux nord-vietnamiens contre des destroyers américains qui a été utilisée pour justifier l'expansion de la guerre des États-Unis au Vietnam ; l'affirmation selon laquelle l'armée cubaine aurait envahi la Grenade et pris en otage des étudiants en médecine américains ; l'accusation selon laquelle le président panaméen Noriega dirigeait une opération de drogue transportant de la cocaïne colombienne vers des villes américaines pour justifier l'invasion américaine de ce pays en 1989 ; l'affirmation selon laquelle Assad, président de la Syrie, utilisait des armes chimiques ; En 1990, les Irakiens tuaient des bébés koweïtiens dans des incubateurs.  Chaque manuel de guerre américain conçoit un prétexte et/ou une opération sous fausse bannière menant au déclenchement d'une action militaire.

**Le cas de l'Ukraine**

Le cas de l'Ukraine est une variation sur ces thèmes.  En 2014, à la suite du coup d'État financé et dirigé par la CIA dans ce pays, la Russie a occupé la Crimée pour empêcher l'OTAN de s'emparer de sa base navale, ce qui aurait conduit l'OTAN à occuper toute la mer Noire.  Il y a eu de brefs conflits militaires dans l'est de l'Ukraine, suivis de négociations et d'un cessez-le-feu dans le cadre d'un accord de Minsk entre la Russie, l'Ukraine et l'Europe. La chancelière allemande de l'époque, Merkel, et le président français, ont été les garants de l'accord de Minsk. Plus tard en 2022, ils ont tous deux admis publiquement que le but des négociations et de l'accord de Minsk était d'endormir la Russie en lui faisant croire que le conflit militaire était terminé. L'Ukraine n'était pas encore prête militairement à entrer en guerre. Il faudrait 8 ans de plus pour préparer des fortifications massives, développer des armes et former des troupes avant qu'il ne le soit.

La décision des États-Unis et de l'OTAN d'entrer en guerre avec la Russie en Ukraine a été prise par le président américain Biden vers juin 2021, lorsqu'il a rencontré Poutine pour la première et la dernière fois. Les plans des États-Unis pour la guerre en Ukraine remontent à 2015. Ils ont été mis de côté lorsque Trump a gagné en 2016, puis rapidement dépoussiérés par Biden lorsqu'il a pris ses fonctions en janvier 2021. En août 2021, Biden a « nettoyé les ponts » en Afghanistan en se retirant. Les conseillers et les armes des États-Unis ont ensuite commencé à affluer en Ukraine. Poutine a tenté de « négocier » avec les États-Unis à distance pendant le reste de l'année 2021 sans aucun progrès. Le plan américano-ukrainien prévoyait une offensive majeure en Ukraine en février 2022 pour vaincre ce qui restait de la résistance ethnique russe locale dans les deux provinces orientales de l'Ukraine, Loughansk et Donetsk. Mais les Russes ont devancé cela et ont envahi les premiers à la fin février.

Russian advances were swift even though it invaded with barely 90,000 troops across a combat line of 1500 kilometers from Kiev to south Donetsk. That limited force was no where near sufficient to occupy Kiev or conquer Ukraine. Its purpose was intimidation to force Ukraine into a compromise deal which was tentatively reached in Istanbul, Turkey. As discussions in Istanbul were occurring, Russia was asked to show good faith by withdrawing its forces from Kiev which it did. A tentative deal was then reached between Ukraine and Russia in Istanbul in April 2022 which was quite favorable to Ukraine. However, NATO convinced Ukraine president Zelensky to reject the deal and to continue the war. The Istanbul negotiations collapsed.

Les avancées russes ont été rapides même si elles ont envahi avec à peine 90 000 soldats sur une ligne de combat de 1500 kilomètres de Kiev au sud de Donetsk. Cette force limitée était loin d'être suffisante pour occuper Kiev ou conquérir l'Ukraine. Son but était l'intimidation pour forcer l'Ukraine à conclure un accord de compromis qui a été provisoirement conclu à Istanbul, en Turquie. Alors que des discussions se déroulaient à Istanbul, on a demandé à la Russie de faire preuve de bonne foi en retirant ses forces de Kiev, ce qu'elle a fait. Un accord de principe a ensuite été conclu entre l'Ukraine et la Russie à Istanbul en avril 2022, qui était assez favorable à l'Ukraine. Cependant, l'OTAN a convaincu le président ukrainien Zelensky de rejeter l'accord et de poursuivre la guerre. Les négociations d'Istanbul ont échoué.

À deux reprises, la Russie s'est laissée bercer par des négociations pour « gagner du temps », comme Merkle et Holland l'ont admis en 2015 avec l'accord de Minsk et l'Ukraine l'a fait à nouveau en avril 2022. Les États-Unis et l'OTAN ont déployé des armes et des conseillers après qu'Istanbul et l'Ukraine ont lancé une offensive majeure qui a repoussé les forces russes de Kiev et d'autres endroits vers des positions limitées à Loughansk et Donetsk.  Ainsi, la Russie a été dépassée à deux reprises par des négociations avec les États-Unis et l'Ukraine qui n'ont jamais eu pour but de se conclure par un accord de compromis pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

Comme dans les cas de l'Irak et maintenant de l'Iran, dès le début, le mandataire des États-Unis en Ukraine a cherché l'objectif ultime d'un changement de régime en Russie.  La stratégie admise était un conflit militaire en Ukraine, financé et fourni en armes par l'OTAN, ce qui entraînerait l'effondrement de l'économie russe, l'instabilité politique et la destitution de Poutine par les oligarques et l'armée russes.

L'analyse des néoconservateurs américains et de la CIA était que l'économie de la Russie était faible et que le gouvernement Poutine était encore plus faible. Un conflit militaire, soutenu par des sanctions étendues contre l'économie russe, a été soutenu dans la planification de guerre américaine pour conduire à l'implosion de la Russie et à la victoire de l'OTAN et de l'Ukraine. Le changement de régime était à nouveau l'objectif.

Les négociations de Minsk en 2015 ou d'Istanbul en 2022 n'ont jamais eu pour but de parvenir à un accord, mais d'endormir la Russie en lui faisant croire qu'il était possible. En 2025, les États-Unis et l'UE ont de nouveau tenté d'attirer la Russie dans une négociation qui exigeait comme condition préalable aux négociations que la Russie accepte d'abord un cessez-le-feu. Les conditions préalables ont à leur tour permis à l'Ukraine de se réarmer, de mobiliser et de former davantage de troupes pendant les négociations.

Il était clair que la proposition États-Unis/OTAN 2024 était un autre exemple de négociations employées comme tactique pour « gagner du temps » afin de se préparer à une autre offensive militaire, après quoi le prétexte des négociations serait abandonné. Cette fois, cependant, la Russie n'a pas accepté un cessez-le-feu d'abord, puis des négociations. Et n'acceptera pas non plus à nouveau des négociations comme tactique dilatoire après avoir été manipulée et déjouée à deux reprises en 2015 et 2022.

Contrairement aux cas de l'Irak en 2003 et de l'Iran aujourd'hui, dans le cas de la Russie, la tactique de négociation des États-Unis ainsi que leur objectif stratégique de changement de régime ont tous deux échoué de manière concluante.

**Quelle est la prochaine étape de la guerre par procuration entre les États-Unis et Israël contre l'Iran ?**

La position officielle des États-Unis est qu'ils ne sont pas impliqués dans la guerre d'Israël contre l'Iran. Peu de gens le croient, compte tenu de la fourniture d'armes par les États-Unis à Israël, de la planification probable de l'opération pendant des mois, et de l'aide évidente des États-Unis en matière de surveillance et de ciblage par satellite.  Alors que les porte-parole officiels américains nient l'implication des États-Unis, Trump lui-même se réfère publiquement à l'attaque d'Israël en tant que « nous », appelle l'Iran à « se rendre sans condition » et affirme que les États-Unis savent où se trouve le dirigeant iranien Khamenei et pourraient « l'éliminer » à tout moment. Tout cela ne suggère guère qu'il n'y a pas d'implication des États-Unis. Les États-Unis vont-ils alors ouvertement intensifier leur implication en bombardant des sites présumés de développement d'armes nucléaires iraniennes au plus profond de plusieurs montagnes ? Personne ne le sait encore avec certitude, mais il est très probable que Trump le fera.

Mais que se passera-t-il si les bombes américaines GBU 43 « bunker busting » n'atteignent pas leur objectif et détruisent les sites iraniens des montagnes profondes ? La seule autre arme qui peut être utilisée est une bombe nucléaire tactique américaine. Va-t-il prendre ce risque ?

Il est probable que si Trump autorise les B-2 à larguer des bombes anti-bunker, l'Iran attaquera les bases navales américaines dans le golfe Persique situées à Bahreïn et ailleurs. La même réponse pourrait se produire si les plans de porte-avions américains attaquaient les ports et les installations navales de l'Iran dans le golfe Persique. Un important contingent de forces navales américaines est stationné à Bahreïn. Que se passera-t-il si le Golfe éclate en conflit militaire ? Une issue est certaine : les prix mondiaux du pétrole et du gaz augmenteront rapidement, tout comme les coûts de l'énergie à la consommation aux États-Unis et l'inflation en général.

Il y a aussi la question de savoir ce que la Russie, maintenant signataire d'un accord de défense mutuelle avec l'Iran depuis janvier, fera en réponse à une implication militaire directe des États-Unis en Iran ? Il est difficile d'imaginer que la Russie ne viendra pas à la défense de l'Iran. Cela saperait considérablement sa crédibilité partout. La Chine ne restera pas non plus neutre. Selon certaines informations, elle expédie déjà des armes à l'Iran par voie aérienne. Il est très peu probable que la Russie ou la Chine permettent à leur allié l'Iran d'être militairement vaincu ou à son gouvernement de s'effondrer. Et puis il y a le Pakistan qui a juré de fournir à l'Iran des armes nucléaires si Israël ou les États-Unis les utilisent contre l'Iran.

Une attaque aérienne d'Israël, avec ou sans les États-Unis, peut-elle réellement réussir à provoquer un changement de régime en Iran ? Cela aussi est extrêmement improbable.  L'Iran n'est pas la Libye. Ses dirigeants ne sont pas isolés du soutien public, comme l'a été Assad en Syrie.

Il est difficile de voir comment l'attaque aérienne israélienne, malgré certains de ses succès initiaux, peut réussir à long terme à atteindre l'objectif principal d'un changement de régime iranien. Et alors ? Netanyahou peut-il alors accepter un compromis après que d'importantes bases militaires israéliennes et des zones urbaines ont été gravement endommagées par des missiles hypersoniques iraniens qui ont montré qu'ils pénétraient les défenses aériennes israéliennes et continueront de le faire ? L'Iran a une population de 92 millions d'habitants et a montré qu'il sacrifierait des millions de morts dans sa guerre des années 1980 avec l'Irak si nécessaire.

Ni les États-Unis ni Israël n'ont suffisamment de forces terrestres pour envahir l'Iran. Israël a une population de 10 millions d'habitants avec des forces militaires engagées à GAZA, au Liban et récemment en Syrie. Ce serait un désastre pour les États-Unis d'envahir l'Iran avec des troupes au sol.  Même une attaque aérienne sur des sites iraniens risque de subir des pertes importantes d'avions américains. Trump devrait se souvenir de la désastreuse invasion aérienne américaine de l'Iran sous l'administration Carter pour tenter de sauver les otages américains à Téhéran. L'opération a échoué lamentablement, les États-Unis perdant plusieurs avions lors de la tentative d'entrée.

Malgré ces probabilités, les néoconservateurs américains comme Lindsey Graham appellent maintenant à l'engagement des troupes américaines en Iran. Prouvant ainsi une fois de plus que les néoconservateurs ne font jamais de compromis ou n'admettent jamais la défaite ; Une fois que leurs plans échouent, ils redoublent simplement d'efforts et appellent à une nouvelle escalade.

Trump devrait également tenir compte de l'effet d'une décision de bombarder l'Iran sur sa base intérieure. La phase initiale d'un réalignement du mouvement MAGA dans la politique intérieure américaine pourrait s'empaler sur l'escalade de Trump en Iran. Des voix déjà importantes au sein du mouvement MAGA contestent la décision imminente de Trump de faire exploser sa bombe : Tucker Carlson, Steve Bannon et une liste croissante de membres de MAGA au Congrès.

En 2024, des millions d'électeurs américains ont sans aucun doute voté pour Trump en novembre dernier, en partie à cause de sa promesse de campagne de mettre fin aux « guerres éternelles » de l'Amérique. Bombarder l'Iran après moins de six mois au pouvoir révélera qu'il ne s'agissait que d'une autre fausse promesse de campagne électorale selon laquelle les présidents nourrissent le public pour obtenir des votes, puis se retournent et se plient aux ordres des néoconservateurs qui dirigent la politique étrangère américaine depuis 2001, du complexe militaro-industriel américain et de leurs alliés de l'État profond en Amérique.

Si Trump décide bientôt de bombarder l'Iran, cet acte déclenchera probablement des réponses américaines mondiales et nationales qui ne seront pas facilement contenues par l'administration Trump. Les conseillers de Trump devraient lui rappeler non seulement l'invasion désastreuse de Carter en 1979, mais aussi le bombardement du Nord-Vietnam par Nixon qui n'a fait qu'accélérer l'effondrement de la guerre des États-Unis au Vietnam.

Les guerres aériennes ne sont couronnées de succès que lorsqu'elles ciblent de petits adversaires militaires faibles. Ils ont travaillé avec la Serbie, la Libye, le Soudan, etc. Même en Irak et en Afghanistan, les troupes terrestres américaines ont dû être engagées, puis ont été forcées de partir. Et cette fois-ci, les États-Unis n'ont tout simplement pas de forces terrestres suffisantes, à moins de rétablir une conscription. L'Europe en a encore moins.

La décision de Trump de bombarder l'Iran entraînera l'échappement de son contrôle aux forces de l'entropie politique américaine mondiale et nationale. Mais à l'instar de la communauté néoconservatrice américaine – que Trump a apparemment rejointe – regarder au-delà de la situation immédiate vers les conséquences possibles ne fait pas partie de leur appareil mental ni de leurs manuels de jeu en temps de guerre.

Si l'on se penche sur les mois à venir, la guerre par procuration des États-Unis en Ukraine peut être considérée comme la répétition générale de la Troisième Guerre mondiale. Mais une guerre américano-israélienne contre l'Iran sera comprise comme le début réel d'un conflit mondial.

*Jack Rasmus est l'auteur de «* [*The Scourge of Neoliberalism : US Economic Policy from Reagan to Trump*](https://www.amazon.com/exec/obidos/ASIN/1949762033/counterpunchmaga) *», Clarity Press, janvier 2020. Il blogue sur* [*jackrasmus.com*](http://jackrasmus.com/) *et anime l'émission de radio hebdomadaire, Alternative Visions sur le Progressive Radio Network, le vendredi à 14 h HNE. Son pseudo Twitter est @drjackrasmus.*